

Petite phénoménologie du nationalisme

Lise Noël

Volume 26, numéro 3 (153), juin 1984

Indépendance : le mot et la chose

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60388ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Noël, L. (1984). Petite phénoménologie du nationalisme. *Liberté*, 26(3), 62–75.

LISE NOËL

PETITE PHÉNOMÉNOLOGIE DU NATIONALISME

Il y a deux sortes de nationalisme: celui qui permet d'assumer sa différence et celui qui vise à l'exalter. Le premier invoque un souci de dignité, le second tient le discours de la fierté.

Le militantisme d'un nationaliste fier de son identité demeure toujours en éveil: il se manifestera par la pratique d'une liturgie patriotique ou dans la conviction de la supériorité intrinsèque de la nation à laquelle il appartient, que celle-ci y trouve la justification de son hégémonisme de majorité dominante ou les signes de son élection de minorité menacée. Chez qui n'aspire toutefois qu'à s'épanouir paisiblement dans sa culture (au sens le plus large, donc en incluant jusqu'à l'économie) et à parler simplement sa langue sans restrictions, seules des pressions contraires pourront déclencher les réactions d'un nationalisme qui ne sera jamais que de défense; la nécessité même d'opposer une résistance (surtout si cette nécessité devient constante) sera ressentie comme une forme d'oppression en soi, comme un fardeau (une *imposition*, dirait-on en anglais) qui détourne des activités normales une énergie désormais dévolue à l'obtention d'un statut pourtant de simple égalité.

Délibérément sommaire, cette typologie veut ignorer la question politique des rapports du nationalisme avec l'Etat (existant ou virtuel, fédéral ou unitaire, comme fin ou comme moyen) ou celle de sa

dimension ethnique (cultures et langues majoritaires proposées comme points de convergence ou imposées comme facteurs d'assimilation), pour épouser plutôt la problématique des mouvements d'émancipation.

Car certains évoluent vers le nationalisme comme d'autres deviennent féministes, par exemple, c'est-à-dire parce qu'ils n'en ont pas le choix. Pas le choix pour obtenir simplement d'*être*. Certes, toute «spécificité» est relative puisqu'essentiellement perceptible par contraste; on peut même n'avoir cure soi-même d'appartenir à une nation ou à un sexe qui soit plus ceci ou moins cela que l'*«autre»*. Mais il n'en demeure pas moins que les groupes établis continueront de reporter votre «différence» sur une échelle des valeurs taillée à leur mesure.

La nécessité finira donc par s'imposer un jour ou l'autre de la contestation du discours dominant. Or, ce n'est pas le moindre paradoxe du processus de libération que de contraindre, afin de *mieux être* éventuellement, à accepter pour un temps d'*être moins* du fait des exigences de l'action.

Accepter d'être moins, par exemple, quand il faut mettre l'accent sur certains aspects particuliers (sexe, nation,...) d'une identité individuelle pourtant multiple. Accepter d'être moins lorsqu'on doit endosser dans un contexte spécifique des principes dont on sait pertinemment qu'ils serviraient ailleurs à justifier l'oppression (les droits collectifs à l'Est, les libertés individuelles dans l'Amérique réaganienne). Accepter d'être moins quand s'enclenche l'impudique mais cathartique étape de l'exaltation de sa différence dans un groupe qui sort progressivement de l'aliénation.

Cette dernière forme de réductionnisme en particulier ne va pas sans provoquer un intense malaise. Car si l'on est en droit d'être fier de ce qu'on fait et, à la rigueur, de ce qu'on a (du moins quand on a dû faire pour avoir), comment peut-on être fier de ce qu'on *est*? Appartenir à telle nation, à tel sexe, à telle classe sociale ou à tel groupe d'âge n'est pas tant une vertu qu'un état. Or, dans le cas des groupes dominés, la fierté est justement une condition de la

dignité: l'exaltation de la différence coïncide toujours en effet avec la redécouverte de son histoire par le groupe, donc avec la prise de conscience de ce qu'il avait *fait* mais qui avait été occulté.

Si essentielle qu'elle soit cependant, cette étape à traverser n'est précisément que cela: une étape. Et ceux et celles qui l'ont dépassée ne se trouveront pour la plupart plus guère d'affinités avec les chantres de la fierté permanente.

Pour certains, cette distance aura toujours existé. Même quand, jeune adolescente au couvent, on a déjà été enveloppée soi-même dans le fleurdelisé pour servir d'allégorie au «bon parler français», on peut avoir fait à seize ans un apprentissage de l'indépendantisme parallèle à celui des langues étrangères. On peut encore ignorer jusqu'à l'embarras, devant des amis de l'extérieur, le premier couplet de la plupart des chansons du folklore québécois et être demeurée indifférente, en plein cœur de la Révolution tranquille, en écoutant celles qui célébraient le «pays». Il est aussi possible de n'avoir cure des hymnes nationaux ou des anniversaires historiques (fût-ce celui de la découverte du Canada par Jacques Cartier), tout autant que d'avoir fait des études en histoire à Montréal sans suivre un seul cours de Maurice Séguin et en restant de glace devant le messianisme clérical de Lionel Groulx. On peut même avoir préféré rédiger sa thèse sur l'Inquisition en Europe et continuer d'enseigner à ses propres étudiants d'autres cours d'histoire que celle du Québec. Il est enfin possible de pouvoir se sentir tout aussi bien (ou tout aussi mal) dans sa peau sur un autre coin de la planète, n'avoir pas particulièrement «le goût du Québec» (ni le dégoût d'ailleurs), et avoir même eu si peu envie d'y voyager qu'on ignore les beautés du comté de Charlevoix ou de la Gaspésie.

Mais ce n'est pas parce qu'on n'est pas «fier» du Saguenay qu'on doit nécessairement le devenir des Rocheuses.

Ce n'est pas non plus parce que la fédération est géographiquement plus vaste que le Québec, que les

clins d'œil télévisés de «Multiculturalisme Canada» ou les appels de «notre» Pétro-Canada à la solidarité «nationale» émeuvent davantage que les saluts au drapeau fleurdelisé. Ce n'est pas parce que les indépendantistes ne doivent plus donner l'impression de toujours blâmer Ottawa, que l'offensive centralisatrice du «grand frère» fédéral s'atténue pour autant. Et ce n'est pas parce qu'on clame bien haut la nécessité de «renouveler» la problématique souverainiste, que le fédéralisme «renouvelé» s'est lui-même refait une beauté.

Parce que la crise économique se fait pressante, il faudrait éviter de rappeler que la province la plus durement touchée par son impact avait justement dit *NON pour sa prospérité*. Parce que la mode est à l'universel consensus, il ne faudrait pas davantage signaler que les francophones avaient aussi voté *pour la sécurité* des jeunes travailleurs québécois en Colombie britannique. Parce que l'image tend à s'imposer d'un Pierre Trudeau défenseur irréductible des droits individuels, rappel ne devrait pas être fait de ce qu'un vote *pour la liberté* était aussi un vote pour le très spécial Service canadien de sécurité.

Et parce qu'il est désormais de mise, en constatant l'égale usure du second, de renvoyer Trudeau et Lévesque dos à dos, la réalité devrait être passée sous silence du fédéraliste entrant en politique pour mettre le Québec à sa place mais ne jugeant pas nécessaire d'y rester pour tailler une place aux Franco-Manitobains.

Que le «bon» gouvernement péquiste se soit d'autre part souvent discrédité lui-même ne rend pas plus juste le préjugé de colonisés qui voudrait qu'un peuple doive «mériter» son indépendance. Pas davantage que ne devient signe d'ouverture d'esprit le réflexe d'aliénation qui pousse des souverainistes à contester des lois discrétionnaires parce que rédigées uniquement en français ou à se réjouir publiquement à l'étranger de la défaite référendaire. Enfin, malgré la séduction souvent fondée qu'elles exercent en ce moment sur les «déprogrammés» de l'indépendance

(et sur une partie de la génération montante qui a ses propres raisons d'y être sensible), les options concomitamment internationales et communautaires ne peuvent se poser en alternatives *exclusives* à une souveraineté dont certains préféreraient croire, aujourd'hui qu'elle leur semble inaccessible, qu'ils n'en avaient pas réellement voulu.

S'empressant de renoncer, avec une hâte un peu suspecte, à une problématique qu'ils avaient soutenue pendant des années, ils prétendent voir une victoire morale de l'individu et de la planète dans l'échec de la nation. Outre qu'il entretient le mythe d'un nombrilisme généralisé chez des fidèles de l'indépendance pourtant inscrits depuis le début dans des perspectives tout aussi mondiales que les siennes, le parti pris même de court-circuiter le seul intermédiaire national dans l'échelle des solidarités trahit davantage la sublimation ratée que le choix librement consenti.

Car pour qui aura connu ce grand coup au cœur provoqué par le cri d'une foule incrédule répondant à l'interpellation d'un vieux général, il restera toujours, comme l'a si bien dit Cavafy, de «ces NON, de ces justes NON, qui accablent toute la vie».

RENÉ LAPIERRE

HOMMES DE PAILLE

Je compte parmi mes plus pénibles souvenirs cette réunion d'écrivains qui s'était tenue au printemps 1979, quelques semaines à peine avant le référendum, dans une brasserie de la rue Saint-Laurent. Miron, Vadeboncœur, Jacques Benoit, avaient parmi d'autres pris la parole, plus ou moins tristement; et plus ou moins pauvrement. Perdu le souffle, rendu l'âme. Expiré? Expié, semblait-il plutôt. Mais c'est facile de dire cela maintenant.

Je ne me rappelle avoir vu *personne* ce soir-là, dans l'unanimité lourde qui s'était faite autour de nous mais qui ne parvenait pas à se parler, à tenir devant tous et pour tous la conviction intime de chacun. Profonde, celle-là, entière. Et muette. C'était un rendez-vous de livres; nous n'étions pas là comme des citoyens mais comme des textes. Hommes et femmes rapaillés, survivants du génocide: copies de nous-mêmes, en vérité, retenus de parler ce qui ne s'était point encore dit, et qui ne se conformait plus au Texte de la libération. Une sorte d'emballlement (familier, pourtant) de la fonction symbolique représentait là, dans cette taverne, (cette campagne du oui, ce non-pays) le projet de l'indépendance comme privé de dimension réaliste. Privé, surtout, de la relativité du processus historique et conçu comme avènement brut. Exhaustement de tout un chacun dans l'œuvre, par l'Œuvre. Exaucement livresque, donc, et espoir

de destinée. Cela devait bien être écrit quelque part; aussi tournions-nous les pages de plus en plus lentement, dans l'idée de laisser la maudite histoire rattraper le fameux récit. Camille Laurin vint enfin rappeler à quel point le ralliement d'écrivains qu'il avait devant lui était précieux, combien il était lourd de signification *symbolique*.

Il me semble qu'avec ce mot la dernière affliction aurait dû s'abattre sur nous; mais nous étions déjà si assourdis de consternation que personne n'entendit vraiment. C'était pourtant bien là le terme de ce qui allait se produire: surgie du texte, la question de l'indépendance allait retourner au texte. L'indépendance ne serait pas politique (c'était non), elle serait langagière, linguistique (ce non était un oui); non pas faite, mais parlée. *Nous étions faits*.

Chose remarquable, le discours nationaliste et la pensée même de l'indépendance politique se sont résorbés dans l'idée d'affirmation linguistique avancée par la loi 101. Comme si la représentation symbolique, affirmative et compensatoire, d'une indépendance langagière épongeait à mesure qu'elle se développait le déficit historique de la dépendance; comme si plus précisément le discours politique se résorbait *dans la langue même* par laquelle il voulait jadis s'énoncer. Et plus la loi 101 a progressé, plus le discours nationaliste s'est retiré, satisfait dirait-on de cette projection du politique dans le phonétique: signifié aplati, court-circuité par son signifiant. Texte revenu au texte, accompli et *contenu* dans la lettre, comme content de s'être recueilli là, rapaillé dans ce foin.

Autorité du symbole, fragilité du symbole: *souveraineté* en effet de ce qui est sorti de soi-même pour revenir à soi-même, et qui se terre là. De quoi d'autre, de *différent* pourrait encore avoir besoin, pour se soutenir, une représentation aussi finie que celle-là? La langue a voracement mangé le chat lui-même, et nous nous débattons maintenant dans une incroyable saturation du plan symbolique: il ne se passe plus guère de semaine où l'on n'entende des

francophones demander quelque assouplissement à la loi 101 alors même qu'autour de nous (au téléphone, dans le courrier postal, dans les magasins, les transports publics et la publicité) l'anglophonie redevient péremptoire. Le P.Q. lui-même folklorise le français dans la publicité unilingue et servile de *The Montreal Decision*. Mais foin (encore ce fourrage) de tout cela: n'aura-t-on pas un peu pitié enfin de ces pauvres Anglais, si seuls en Amérique du Nord contre le Québec? N'y est-on pas allé un peu fort, en effet, et ne se sentiraient-ils pas un tantinet assimilés? Souffrons donc quelque doute: ne *nous* assimilerions-nous pas bien volontiers à eux dans une représentation symbolique qui — élaborée à partir d'une autodétermination linguistique — leur donnerait contre toute habitude le dessous?

Si le discours de l'indépendance a pris à partir de 1976 des allures thomistes, c'est précisément parce qu'il a évolué à l'intérieur d'une logique abstraite et close de représentation, qu'il a voulu se résoudre *d'abord* dans le langage. Il nous aura insipidement fondu dans la bouche en s'enfermant dans le dire; la reprise, la rengaine, la scie. Logomachie, scolastique: tout devint en même temps de plus en plus rigide, et de plus en plus sommaire.

Certes nous pouvons aujourd'hui dire cela, prendre quelque distance; il n'y a pas si longtemps la chose était encore impossible, la critique de l'indépendantisme se refusant en pleine campagne référendaire à diminuer les chances du oui, à entraver l'accomplissement de ce «texte national» dont Hubert Aquin (après avoir exposé ici même pourtant la mécanique du défaitisme stratégique du Canada français) parlait encore quelques mois avant sa mort à lui:

Mot à mot, centimètre par centimètre, le texte national s'écrit de la même façon et en même temps que le territoire se reconquiert.

(...)

(Il) *ne s'improvise pas, il se crée continuellement d'une façon surprenante, presque sans essoufflement*

et avec une infinité de rebondissements, de surprises, d'ellipses et de figures qui feraient pâlir le plus grand écrivain du monde, et ce parce que justement c'est un texte collectif et non pas l'œuvre écrite d'une seule personne.

Au Québec, le texte est français.

(...)

Finalement, ce qui comptait, c'était cet aveu désordonné de la toute-puissance inspiratrice et dynamique d'un projet collectif qui ne fait pas que nous abolir à titre d'individu, mais qui nous permet aussi de nous construire, d'avancer, de faire des textes, de créer.¹

Cette abolition du titre individuel agréait peut-être aux concepteurs (professeurs, écrivains, intellectuels en général) du «texte» dont il est ici question, mais dérangeait assez les autres, ceux du référent.

Étrange texte à lui seul, il faut le relever, que le mot *référendum* dont le sens premier signifie porter, rapporter; étrange histoire surtout que celle de ce référendum dans lequel le rapport à la chose signifiée (l'indépendance, ou tout au moins sa possibilité) s'est établi en termes symboliques, en dehors de tout rapport au réel. (Dans une souveraineté du signifiant, justement, qui balayait la référence, le référent tout à coup nécessaire —urgent mais introuvable— du texte national.) L'indépendance n'est alors pas apparue comme réalisable aux gens du référent (qui contrairement aux artistes, aux intellectuels, aux spécialistes du symbolique, ont majoritairement voté non) parce qu'elle ne s'est *jamais posée concrètement comme objet* de pensée. Si alors la fameuse question référendaire a pu poser de tels problèmes de formulation c'est bel et bien qu'elle entendait se référer à quelque chose sans atteindre, entamer le référentiel. Il a fallu tordre le code, émousser les signifiants; bref, oublier l'indépendance, replier le texte sur lui-même. Le principe de la chose relevait du poétique, l'énoncé même du

1. *Revue Forces*, printemps 1977.

message devenant une fin. D'où le rituel de l'unanimité (tout le flambant lexique de la célébration nationaliste); d'où également l'intransigeance des acteurs à l'égard de ce qui pouvait affaiblir la force expressive du discours indépendantiste (euphémiquement devenu dans l'intervalle discours péquiste, comme pour pétaque, péquenaud, de *pecus* et *pecora*, brebis, et enfin de *fehu* et *fevum*: féodal); Saint-Jean-Port-Joli, ceintures fléchées, gens du pays, haro!

Mais le folklore, c'est aussi du texte: c'est même la facilité du texte, la pauvreté de la représentation anémiée (et non pas modulée) par le temps, l'histoire flétrie dans la commodité de l'historiette. Le ruinebabines de Miron. Faire l'indépendance, donc, contre cela, mais ne pas le dire tout de suite. Impossible d'intégrer, de digérer discursivement le déviant, le déficient, le relatif, bref, tout ce qui aurait réduit encore la dimension symbolique du fichu texte et l'aurait rendu plus portatif, plus simpliste, plus rétréci qu'il ne l'était déjà.

On se rappellera peut-être l'allure curieuse de plusieurs slogans de la campagne référendaire: «abcdefghijklmnopqrstuvwxyz», sur des circulaires de papier-brouillon; «Moi, je me grOUILle», dans les autobus et sur les poteaux de téléphone, etc. Radio-Canada, quant à elle, est même allée jusqu'à alléguer un soir au *Téléjournal* que le *Petit Robert* voterait oui au référendum parce qu'il contenait à peu près deux fois plus de mots portant la suite o-u-i que de mots avec les lettres n-o-n (bouillir, jouir, verrouiller, etc. l'emportant ainsi sur ânonner, nonne ou dénoncer). Comme quoi on s'inquiétait assez peu de la vulgarité du prétexte, tant on voulait prouver que *c'était écrit*. C'est du reste là-dessus que le fédéral a joué, opposant à cette catalogne étriquée le motif d'une plus vaste moquette, un folklore à la trame étirée: Rocheuses et totems albertains, police montée et puits de pétrole. Nous resterions tapis.

Il y a pourtant des sabots et du paillis dans toutes les cultures, partout des touristes et des forfaits: mais aussi une *définition* politique, une représentation du

national que n'altèrent pas ces expressions sommaires. Aux touristes les clichés, à nous l'oseille. Mais n'est-ce pas un peu acide? Plutôt le foin, alors. (Avoir du foin est bien inoffensif, rural, fourrager: cela pourrait se lire comme *fou de rage*, mais vient hélas de *faner*, XIV^e siècle. Voir Ovide Plouffe en Paillasse.)

N'est-il pas difficile tout de même de parler son texte *en dehors* de son texte? Périlleux d'être quand le texte ne nous supporte plus? Ne suis-je pas ce mot, cette ligne, desquels j'attends *encore* du texte, du récit, de l'œuvre? Non: je suis *la phrase suivante*, sans laquelle je ne pense plus, sans laquelle je suis un catalogue. La principale figure rhétorique du nationalisme québécois, version péquiste, a tout de suite pris la forme de l'inventaire, du répertoire. Elle a obstinément caché la phrase à venir sous la réserve litanique, sous le boisseau de la répétition. Sans cesse le discours historique du grand Événement s'est replanté dans le terreau du connu; il a dès novembre 1976 entrepris de rentrer dans une structure d'affirmation énumérative et lyrique de l'être québécois. (Logique terrienne de la qualité nationale, la possession têtue suppléant ici à la nécessité existentielle d'une formulation du citoyen-sujet.) N'est-ce pas notre prochain épisode tout entier qui s'achevait en 1977 dans la disposition testamentaire du texte-territoire de la génération de 1960?

Entre les Dormeuses et la baie des Loups, entre le promontoire de Pontchartrain et Napierville, entre la baie Sèche et Coaticook, il y a un territoire immense qui constitue l'assise principale de la culture québécoise.

(...)

A vrai dire, la presque île que forme le territoire du Québec est bien à l'image de la culture québécoise qui est entourée d'un élément allogène et parfois même hostile, tout comme le territoire qui est sous nos pieds est entouré d'eau dans sa grande partie, depuis la baie James jusqu'à la baie d'Hudson, depuis le cap de la Nouvelle-France jusqu'au fjord Nachvak,

depuis l'océan Atlantique jusqu'au détroit de Belle-Isle, depuis le golfe du Saint-Laurent jusqu'au détroit d'Honguedo, depuis les collines de Mecatina jusqu'aux rives ondoyantes de l'Outaouais.

L'aventure culturelle française du Québec est fondée sur une immense assise territoriale qui va de l'île du Canard, en passant par le lac Mistassini et le lac Albanel, jusqu'à baie de Plaisance et, dans une autre direction, depuis Senneterre, en passant par le réservoir Gouin et le lac Achouanipi, jusqu'à l'anse au Portage, mais ce qui compte le plus, c'est que cette aventure collective passe par chacun de nous, transforme nos vies individuelles et les transfigure.²

Pendant des années l'inventaire (généalogie et Répertoire des outils planétaires!) accompagne donc dans les marges la progression du «texte national», il laisse s'étirer dans l'espace qu'il libère symboliquement un écho dévasté. Ce qui se dégage là c'est effectivement de l'espace *textuel*, du travail pour la voix et le retour de la voix — pour la mortification d'Echo dans le désir de l'absent. Nous avons voté oui en espérant que beaucoup d'autres Québécois le feraient aussi, que nous serions nombreux à lire plus loin que le texte (tout à coup si réticent) de la question référendaire, et à signer. Mais il n'y avait plus guère là de contenu lisible, et l'indécision du message suggéra la prudence. Que serait-il advenu si le message avait été plus explicite? Sans doute pas autre chose: il n'aurait pas été plus *précis* pour autant. Mais ce que le *non* signifiait cette fois-là, et qui le rendait tellement déplorable, c'était le refus même d'imaginer un autre texte que le texte absolu — et *impensable*, en fait — de l'indépendance. Le refus bloquait en d'autres termes la possibilité de composer un texte plus relatif; de négocier, de marchander (ces mots!) la formule d'un autre scénario. Côté ruses et tractations, du reste, le désastre de la conférence constitutionnelle d'Ottawa a bien mis en évidence le ridicule de la tactique du

2. Hubert Aquin, revue *Forces*, printemps 1977.

tout ou rien. Avantage moral? Même pas: pertes sèches. Les derniers scribes du texte national se désamèrent, et les ministres déçus se firent écrivains. On a, n'est-ce pas, les textes qu'on peut.

L'idée d'indépendance, je l'évoquais tout à l'heure, se définit donc plus volontiers *contre* quelque chose que *pour* quelque chose d'autre, tout comme le Parti québécois lui-même (qui fut un temps son meilleur interprète) se portait mieux après huit ans d'opposition qu'après huit ans de gouvernement. *Apparemment* mieux, en tout cas; c'est-à-dire en-deçà de l'épreuve du réel, et pas encore au-dessous de lui-même. Abstraction faite pourtant de la politique des partis (qui nous contraignent ensemble ces jours-ci à une plate vacance d'intérêt) c'est encore la même logique négative qui nous amène au moins à savoir ce dont nous ne voulons plus.

A cause de cela la toute première nécessité me paraît être de distinguer l'idée d'indépendance d'un discours de parti, et surtout de risquer une pensée indépendantiste qui ne s'énonce pas comme le critère absolu d'une chose (le dernier mot d'un texte canonique) mais comme hypothèse ouverte, relativisée. Il me semble clair, à voir l'état dans lequel elle se trouve aujourd'hui, que la pensée de l'indépendance manque d'air à l'intérieur d'un discours partisan aussi dangereusement réglé sur le court terme; clair, également, que l'absence d'un rapport indépendantiste capable de dépasser le plan linguistique ou symbolique met le Québec dans une situation délicate, précisément parce qu'elle limite son aptitude à relativiser sa dépendance constitutionnelle à l'égard du fédéral — et par là même sa capacité de négocier quoi que ce soit. Evident, enfin, qu'une stratégie de l'indépendance ne parviendra plus maintenant à s'établir en dehors d'une stratégie de la consommation, et que le discours de celle-là devra désormais compter avec la logique de celle-ci. Aucune majorité ne voudra jamais voir en Amérique son indépendance se traduire en termes de perte absolue, aucune n'acceptera de sacrifier à son accomplissement symbolique

ses privilèges économiques et sa *compétence* consommatrice.

Le langage courant de l'époque est en vingt ans passé du discours de la révolution tranquille au lexique du gestionnaire, et du rapport Parent à la fusion médiatique tous azimuts (soulignons que cela tient *aussi* un langage: celui d'un déplacement du pourquoi vers le comment des choses). Je doute fort de reconnaître là quelque amélioration, mais c'est là. Or, le politique se différencie de l'utopique en adaptant d'abord ce qu'il veut à ce qui est, non pas en pratiquant l'inverse. C'est, comme on dit en littérature, la contrainte du genre; il faudra bien maintenant la tenir avec un peu plus de subtilité, et quelque souci d'imagination.